

## L'approche Nature Positive : faire de la biodiversité une opportunité plutôt qu'un risque

Edward Pollard *Directeur technique* - *THE BIODIVERSITY CONSULTANCY*

19 mars 2021



**À l'échelle de la planète, la nature, dont dépendent l'humanité et l'économie, est en crise. La disparition des espèces, l'érosion de la biodiversité et l'apparition de nouvelles maladies comme l'épidémie de Covid-19 engendrent des risques pour les entreprises. Mais le regain d'attention aux enjeux de la nature et de la biodiversité met aussi en lumière l'émergence d'opportunités pour les entreprises capables de jouer un rôle moteur dans la recherche d'impacts positifs sur les milieux naturels qui nous entourent. Alliées à la gestion du risque, ces opportunités d'action « positive » militent pour une nouvelle logique économique qui intègre la biodiversité dans les processus de décision**

Les preuves sont irréfutables : notre planète est en pleine crise de la biodiversité. Des études émanant d'organisations aussi diverses que le Fonds Mondial pour la Nature (WWF<sup>1</sup>), l'IPBES<sup>2</sup> ou le Forum économique mondial<sup>3</sup> l'ont clairement démontré. Des lions d'Afrique aux oiseaux des champs européens<sup>4</sup>, partout dans le monde, la faune et la flore se raréfient en raison des menaces anthropiques.

L'économie mondiale a besoin d'écosystèmes fonctionnels<sup>5</sup>. Pourtant, le changement d'utilisation des terres et l'exploitation directe des ressources pèsent lourdement sur notre environnement naturel (pêche industrielle ou pollution, par exemple). Plus l'humain empiète sur les écosystèmes, plus le risque augmente de croiser de nouvelles maladies comme la Covid-19. Il est encore temps de renverser la tendance, mais pour « infléchir la courbe » <sup>6</sup>, citoyens, gouvernements et secteur privé

devront chacun jouer leur rôle.

Les attentes de nos sociétés et le désir de changement gagnent du terrain à mesure que la prise de conscience d'une crise de la biodiversité s'accélère. L'année 2020 devait être une « année phare », une *superyear* pour la biodiversité, avec une série de rencontres de haut-niveau destinées à fixer les objectifs de conservation de la nature pour la prochaine décennie. Mais une zoonose est venue bouleverser ces plans, mettant en évidence les risques d'une gestion déficiente de la biodiversité. Des rencontres sont désormais prévues en 2021, y compris la - cruciale - 15e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CBD COP 15), qui doit se tenir en Chine.

Pour autant, la pandémie n'a pas eu raison de la volonté de changement, et les dirigeants du secteur privé reconnaissent la nécessité d'agir de façon urgente. En 2019 et 2020, on a vu fleurir des nouvelles approches et initiatives concernant la gestion des interactions des entreprises avec l'environnement naturel. Certaines sont spécifiques à un secteur, comme le *Fashion Pact* ou la coalition OP2B ; d'autres, comme *Business for Nature* ou le *Science-Based Target Network*, concernent tous les secteurs. Mais pourquoi le secteur privé devrait-il s'impliquer, et que peut-il accomplir ?

### **SI C'EST BON POUR LA NATURE, C'EST BON AUSSI POUR L'ENTREPRISE**

Comprendre et gérer les effets d'une entreprise sur la nature est bénéfique pour ses activités. Le secteur privé en a pris progressivement conscience ces trente dernières années : la thématique « entreprise et biodiversité » a gagné du terrain, avec des approches plus sophistiquées. Les objectifs se sont faits plus ambitieux, passant de problématiques monothématiques (« pêcher le thon sans nuire aux dauphins ») à des engagements plus larges, avec par exemple les chaînes d'approvisionnement « zéro déforestation »<sup>7</sup> ou le concept « d'impact net positif »<sup>8</sup>.

Il existe désormais un argument économique probant<sup>9</sup> en faveur de l'intégration de la biodiversité dans les processus de décision. Les entreprises qui ont su correctement prendre en compte leurs impacts environnementaux ont ainsi vu leurs risques se transformer en opportunités : amélioration de leur image et réputation, avantages concurrentiels (du fait de l'approbation et de l'adhésion des consommateurs, pouvoirs publics et institutions financières), et consolidation de leur place sur le marché.

Ce *business case* découle des risques suivants : réglementaire et de conformité ; de réputation ; concurrentiel et marketing ; de dépendance à la nature. La non-conformité avec la loi ou les règlements relatifs à la biodiversité peut entraîner des poursuites et contentieux, ou un accès restreint aux ressources. L'association d'une entreprise à des activités impactant de manière négative la biodiversité peut jouer sur sa réputation, entraînant un désinvestissement et des effets défavorables sur la marque et la valeur boursière. S'appropriier ces sujets de biodiversité peut en revanche potentialiser le marketing et la compétitivité, avec des effets sur les investisseurs et les consommateurs, sur les coûts production, la confiance des partenaires et le bien-être des salariés. Enfin, un environnement naturel riche en biodiversité procure des services écosystémiques<sup>10</sup> : pollinisation des récoltes par les insectes, végétation littorale protectrice face aux tempêtes, ou encore alimentation régulière en eau - tout ce dont peut dépendre l'activité d'une entreprise.

La gestion de ces risques participe de plus en plus à l'orientation de l'activité économique : les pays sont ainsi plus nombreux à adopter des réglementations plus strictes<sup>11</sup>, pour limiter les impacts ou contraindre au « gain net » écologique. De même, la pression de ses actionnaires a récemment conduit une entreprise comme Procter & Gamble à éliminer progressivement la déforestation<sup>12</sup> de sa chaîne d'approvisionnement. Et les prêteurs accordent des conditions de crédit préférentielles<sup>13</sup> aux emprunteurs qui atteignent leurs objectifs de développement durable.

### **FAIRE PARTIE DE LA SOLUTION PLUTÔT QUE DU PROBLÈME**

La société civile attend des entreprises qu'elles n'aient pas recours au travail forcé et qu'elles assurent la santé et la sécurité de leurs équipes. Aujourd'hui, elle voudrait aussi que l'impact du secteur privé sur l'environnement soit a minima neutre et, dans l'idéal, positif.

En reconnaissant que le secteur privé ne doit pas seulement s'abstenir de nuire à l'environnement mais également faire partie de la solution, on encourage<sup>14</sup> aussi le développement d'un nouveau cadre international pour la conservation de la biodiversité. Ce cadre global<sup>15</sup>, attendu pour 2021, devrait explicitement mentionner que le secteur privé doit lui aussi jouer son rôle pour permettre aux États de respecter leurs engagements internationaux.

Comment les entreprises peuvent-elles se montrer à la hauteur de ces nouvelles attentes ? Pour faire partie de la solution et atteindre un bilan « nature » positif - en anglais, *nature positive*<sup>16</sup> - une entreprise peut adopter différentes stratégies.

- Rejoindre d'autres entreprises dans le monde et ajouter sa voix à des initiatives internationales qui prônent un changement positif. Contribuer à mobiliser et influencer les décideurs<sup>17</sup> afin qu'ils adoptent des politiques ambitieuses pour la nature ; démontrer ses ambitions, et présenter ses plans d'actions et réalisations lors de rencontres internationales. Pour que cela fonctionne, il faudra sans doute sensibiliser davantage aux problèmes, et en tout cas faire preuve d'un engagement sans faille. Des ressources humaines et financières doivent aussi être engagées pour parvenir à une transformation audacieuse.
- **Comprendre** les risques de biodiversité, les « dépendances » et les opportunités du projet ou investissement. Cela implique d'analyser les chaînes de valeur afin d'identifier les impacts sur la biodiversité au niveau des approvisionnements (transparence et traçabilité) et des activités opérationnelles, ainsi que la « dépendance » de l'entreprise à la biodiversité. L'évaluation des risques est un outil précieux pour concentrer l'action sur les ressources ayant le plus gros impact sur la nature ou offrant le moyen le plus simple de limiter les impacts négatifs, mais aussi pour identifier le potentiel de contribution positive. Les entreprises qui ont une forte empreinte écologique directe doivent comprendre la nature de leurs actifs, et comment ces derniers interagissent avec la biodiversité. Pour faciliter ces étapes, il existe des données internationales<sup>18</sup> et des outils<sup>19</sup>.
- **Développer**, pour la biodiversité, des objectifs simples, clairs et volontaristes, alignés sur les normes internationales, ainsi que des objectifs de développement On peut utiliser pour cela des *science-based targets for nature* (SBTn : « objectifs pour la nature fondés sur la science »). La hiérarchie d'atténuation, ou *mitigation hierarchy* (voir encadré), offre un cadre très utile pour catégoriser les actions et fixer ces objectifs. Utilisé depuis des décennies dans certains secteurs (notamment les industries extractives), ce cadre est une clé pour les SBTn.
- **Transformer** les objectifs en actes, à l'aide de paramètres et d'indicateurs mesurant les impacts sur la biodiversité et les rapports de dépendance, puis évaluer et adapter les pratiques afin de maintenir le Le pilotage de la démarche dans les différents départements de l'entreprise permettra de s'assurer que les plans d'action sont bien adaptés. Il peut favoriser la bonne compréhension et l'adhésion des salariés. Lorsque les objectifs sont clairement définis, il faut ensuite les communiquer - être fier de sa contribution.
- **Mettre en œuvre**. Parce que les mesures doivent être appliquées, et les avancées communiquées.

La nature ne doit plus être simplement conçue comme une limite au développement, ni comme un



risque. Les entreprises et l'économie en dépendent. De la même façon que la société attend de ses entreprises des résultats financiers et sociétaux, ces dernières peuvent et doivent également devenir une force positive pour les milieux naturels. Des outils existent pour accompagner ce mouvement, et la transformation des entreprises. Le moment d'agir est venu – maintenant.



## ***La hiérarchie d'atténuation, un outil pour la gestion des risques liés à la biodiversité dans le secteur privé***

La hiérarchie d'atténuation est un outil efficace pour les entreprises qui veulent éviter un impact globalement négatif sur la biodiversité ou tendre vers un impact positif. Cet outil repose sur une approche en quatre étapes : Éviter, Réduire, Restaurer et régénérer, Transformer.

**Éviter**, dans la mesure du possible, tout impact négatif : par exemple opter pour un autre site, un autre processus de production, ou un calendrier différent. L'évitement est souvent la mesure la plus efficace et la moins coûteuse, mais nécessite une prise en compte de la biodiversité dès les premiers stades du projet ou de la transaction.

**Réduire** les impacts lorsqu'ils ne peuvent être évités. Une réduction efficace peut faire disparaître certains effets nocifs.

**Restaurer et régénérer**, lorsque les impacts ne peuvent être ni évités, ni réduits. Cela peut passer par la restauration des habitats naturels sur les parcelles les moins productives, ou la re-végétalisation de zones occupées par des infrastructures temporaires. Les mesures de régénération des terres agricoles peuvent accroître la biodiversité et conforter la résilience des écosystèmes.

**Transformer** la façon dont l'entreprise interagit avec le milieu naturel. Cela peut se faire en créant un contexte propice aux actions d'atténuation, et en soutenant activement les évolutions favorables à la biodiversité – par exemple, la mise en commun des données de tous les intervenants dans un milieu naturel donné, ou l'adhésion à des organisations sectorielles pour entraîner la transformation de tout un secteur d'activité.

1. <https://livingplanet.panda.org/en-gb/about-the-living-planet-report>
2. <https://ipbes.net/global-assessment>
3. <https://www.org/reports/the-global-risks-report-2020>
4. <https://www.eea.eu/themes/biodiversity/state-of-nature-in-the-eu>
5. <https://www.swissre.com/media/news-releases/nr-20200923-biodiversity-and-ecosystems-services.html>
6. <https://theconversation.com/how-to-reverse-global-wildlife-declines-by-2050-146041>
7. <https://supply-change.org/#remove>
8. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/bse.2379>

9. <https://www.org/reports/new-nature-economy-report-series>
10. <https://www.wri.org/publication/corporate-ecosystem-services-review>
11. <https://portals.iucn.org/of>
12. <https://www.nrdc.org/experts/shelley-vinyard/investors-directive-pg-stop-driving-deforestation>
13. <https://www.olamgroup.com/news/all-news/press-release/olam-secures-us-dollar-250-million-sustainability-linked-loan.html>
14. <https://conbio.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/conl.12690>
15. <https://www.int/article/zero-draft-update-august-2020>
16. <https://www.thebiodiversityconsultancy.com/wp-content/uploads/2020/09/Nature-Positive-Insight.pdf>
17. <https://www.businessfornature.org/advocate>
18. <https://www.ibat-alliance.org/>
19. [https://ec.europa.eu/environment/biodiversity/business/assets/pdf/B@B\\_Assessment\\_biodiversity\\_accounting\\_approaches\\_Update\\_.pdf](https://ec.europa.eu/environment/biodiversity/business/assets/pdf/B@B_Assessment_biodiversity_accounting_approaches_Update_.pdf)